



Cameroon mars 2016
Agropoles
magazine d'information 001

Défi 2016 : Avènement des ceintures vertes

Agriculture de 2^{ème} génération

Au service de l'Émergence

Par Dr Jules René Minkoua

Céréales

Un soja à succès malgré
le péril terroriste

- Filière porcine : Un créneau porteur à 119,6%
- 400.000.000 œufs de table à Baleng
- Des femmes de poigne au cœur des agropoles

Sommaire



| | |
|---|----|
| Défi 2016 : "Avènement des ceintures vertes" | 3 |
| Filière porcine : Le créneau porteur | 4 |
| Œufs de table: zéro coquille vide | 5 |
| Plantes à oléifère (à huile) : Un Soja à succès | 6 |
| Poulets de chair : une option crédible | 7 |
| Zoom : Second generation agriculture | 8 |
| L'Invité : Dr Jules René Minkoua | 10 |
| S'inventer une vocation rurale | 13 |
| Programme Agropoles : une administration de mission et non de gestion | 14 |
| Des femmes de poigne au cœur du Programme Agropoles | 15 |



Directeur de publication

Adrian Ngo'o Bitomo

Directeur de publication adjoint

Marcous Matchioh

Rédacteur-en-chef

Télesphore Mba Bizo

Rédaction

Agah Mbuh Wai-Tanyi

Antoine Mangoumou

Ousseini

Julien Tsoungui

Abdou Aiyagnigni Salamou

Victorine Sob

Collaboration

Solange Doukem

Monique Ken-ne

Programme Agropoles

sit au quartier Omnisports Yaoundé

2ème entrac Place St Juscé

Tél. - 237 222 218 367

Mise en page et Impression

Angel's (653 16 76 53)



Défi 2016 :

"Avènement des ceintures vertes"



Par Adrian Ngo'o Bitomo
Coordonnateur National

La maturation des projets d'agropoles, bien sûr. Mais pas seulement. Il faudra continuer de les lancer, de les mettre en œuvre, de les suivre et de les évaluer, les agropoles. 2016, c'est la mi-parcours pour un Programme borné entre 2012 et 2020. La coordination sera défiée de rendre compte de l'apport pertinent du Programme Agropoles dans le panier de la ménagère, dans la balance commerciale, en matière de rapatriement des devises, d'insertion socioprofessionnelle et même de l'essor d'une économie agricole crédible.

Le Programme compte renforcer sa présence territoriale via la consolidation du nombre d'agropoles. Il va de soi, le chiffre de 30 agropoles sera battu. Seulement, l'implantation

des nouvelles unités se construira autour de l'objectif de faire la boucle des ceintures vertes dans les grandes villes et les « cités » universitaires. Les localités ciblées constituent une demande considérable en matière d'aliments prêts à cuire : découpes de poulet, pommes de terre, œufs, etc.

2016 s'inscrit surtout dans le sillage des innovations en marge de ces activités traditionnelles. Le Programme entend s'investir dans les produits forestiers non-ligneux. La toute première denrée en voie d'exploitation est l'Okok ou Eru, selon les usages et les localités. Le pays en maîtrise le circuit. Les importations du produit en question distinguent d'ailleurs le Cameroun. Dans ce sens, l'idée d'un agropole d'Eru ou d'Okoko est déjà très précise.

L'autre produit de grande exportation est le bois ; du moins les meubles. Ils quittent le Cameroun tous les jours à destination des nations riveraines. Malheureusement, les parties prenantes ne disposent pas d'un cadre d'exposition digne d'une vitrine sérieuse. D'où l'innovation d'un cluster bois. Il permettra aux acteurs de mieux s'organiser.

Les innovations se prolongent également dans le domaine de l'apiculture. Un agropole d'« abeilles » pour produire du miel, c'est l'audace à inscrire en projet. Le Nord-Ouest a de l'expertise à revendre en la matière. Ladite région pourrait héberger un tel agropole.

Le Programme Agropoles entend, enfin, faire bon usage, en les aménageant, des terres d'exploitation agricole sécurisées par le MINDCAF, et en y installant des porteurs nationaux de projets. ■

Filière porcine :

Le créneau porteur



La production de porcs reste le meilleur gage de réussite du Programme Agropoles.

Une contribution de 5,3% en termes de réduction de déficit. Le chiffre relève du négligeable en valeur relative. Mais dans l'absolu, la production annuelle s'élève à près de 25.000 porcs. 13 950 porcs sont engraisés à Bafoussam. Ils représentent 1.255,5 tonnes de viande porcine en termes de poids vif. La ville de Kribi en offre 11.002. La production présente un surplus de plus de 2.000 porcs, comparée aux objectifs annuels de l'Agropole de production, de transformation et de transformation du porc de Kribi. Son résultat, de l'ordre de 119,6%, aurait pu être encore meilleur. Mais c'était sans compter avec le décès à mi-parcours de Me Nguene. Il en était le promoteur.

Le kg de viande en prix préférentiel est de 2.400 francs à Yaoundé

Le mérite de cette situation est la multiplication des marchés témoins de vente de la viande porcine pendant les fêtes de fin d'année. Bafoussam, Yaoundé et Ébolowa comptent déjà les leurs. Kribi se prépare également à faire pareille en décembre 2016. Ce sont des opportunités de ventes promotionnelles. À titre d'exemple, le kg de viande en prix préférentiel est de 2.400 francs à Yaoundé. Les membres des agropoles souhaitent vendre le porc encore moins cher. Toutefois, les cours du maïs et des tourteaux de soja jugulent leurs bonnes intentions. Ces éleveurs envisagent de créer des synergies avec les agropoles de production de maïs et de soja.

Cette révision des coûts à la baisse provient de nombre de raisons. D'abord, ces agropoles de production, de transformation et de commercialisation ont bénéficié des appuis du Programme Agropoles. Ensuite, les agropoles en question acceptent d'être accompagnés en matière de transports des bêtes, d'aménagement des espaces de vente et de visibilité.

Absence des abattoirs municipaux et vols de bêtes à mains armées sont des problèmes à résoudre.

La production de la viande porcine est donc considérable. Cependant, les agropoleurs font face à des difficultés. Ils se plaignent de l'absence des abattoirs municipaux modernes. Le problème complique l'écoulement des bêtes. Pire, il y a désormais des vols de bêtes à main armée.

Le volet production prospère donc. La commercialisation est effective même si elle reste gagnée par des pratiques artisanales. La transformation, quant à elle, est le maillon faible de la chaîne. Les citoyens doivent faire preuve de patience pour consommer du saucisson local. ■



Production de 400.000.000 œufs de table: **zéro coquille vide**



L'unique Agropole de production, de transformation et de commercialisation des œufs de table est de nature à inspirer des vocations.

Baleng comme premier de la classe. L'Agropole tient le meilleur rang depuis son lancement en 2013. Son défi annuel est de produire 251. 250. 000 œufs de table. Il a toujours dépassé cet objectif. En 2015, sa production est allée chercher vers 400.000.000 d'œufs. Il s'agit d'un taux de réalisation de 157,2%. Cet Agropole est l'unique projet financé ayant épuisé le volume des appuis attendus des pouvoirs publics à travers le programme Agropoles. Yaoundé et Douala sont alimentées. Cette réussite a conduit à la stabilisation du prix de l'œuf qui est de 75 à Bafoussam, à Yaoundé et à Douala. Toute une filière d'exportation s'est également organisée. Les œufs de Baleng prennent en général la destination du Tchad et du Soudan.

De la nécessité d'aller vers la transformation des excédents de production.

L'Agropole est critiqué de ne pas allouer l'excédent de production à la transformation. Les produits transformés prendraient alors le nom de mayonnaise ou de confiture. Heureusement, des études dans ce sens sont presque bouclées, confirme le professionnel de la filière avicole. La transformation des œufs de table en mayonnaise est le pronostic le plus certain. Cependant, la fabrication de la mayonnaise exige un niveau de production d'œufs encore plus élevé, souligne le promoteur. Lequel propose plutôt d'envisager une extension des capacités de production actuelles. Une réflexion se poursuit dans ce sens. ■

Plantes à oléifère (à huile) :

Un Soja à succès malgré la malédiction "Boko Haram"

Les assauts de la nébuleuse terroriste islamiste empêchent de démultiplier les résultats.

40% de contribution à la réduction du déficit national. Il faut le faire. La filière soja a produit 7.000 tonnes en 2015. Certes, la filière essuie une baisse de production de 1.000 tonnes, comparée à 2014. Mais la quantité obtenue reste considérable dans un contexte de violence et de psychose « Boko Haram ». L'actualité malheureuse

des attentats et des explosions à la chaîne des bombes humaines a mené à la démobilisation des agriculteurs dans la région de l'Extrême-Nord. Malgré la terreur ambiante, l'Agropole de production et de transformation de soja de Mokolo a produit à lui seul 7.000 tonnes. C'est un taux de réalisation de 87,5 %. En marge de la guerre, la semence utilisée dans l'extension de l'agropole dans les localités de Touboro, Nganha'a et Mbei avait déjà perdu son « pouvoir germinatif ». C'était à cause de l'attente infinie des semences dans des sites sécurisés. ■

Prix du maïs maîtrisé

Le marché camerounais enregistre une baisse du prix du Kg de maïs.

Entre 20 et 30 francs de décote. Le Kg coûte désormais 160 francs. Il y a 12 mois, c'était plutôt 180 et 190 francs le Kg. Nombre d'observateurs attribuent cette stabilité à l'absence des poussins d'un jour dans les fermes. Les éleveurs font face à des problèmes pour régénérer les fermes au lendemain des fêtes de fin d'année. Le prix du poussin a été révisé, lui aussi, à la hausse, soit de 350 à 500 francs.

Autant l'argument sur la pénurie des poussins d'un jour tient, autant la raison de l'apport du Programme Agropoles à la production nationale est édifiant. En réalité, il s'est fixé l'objectif de produire plus de 18.000 tonnes en 2015. Le Programme en a donné plus de 8.000. Il a ainsi contribué à la réduction du déficit national à hauteur de 9,4%.

De manière détaillée, le Programme est redevable à l'Agropole de production, de transformation et de commercialisation du maïs de Mbandjock. Il a produit plus de 5.000 tonnes contre les 9.000 espérées ; la meilleure note en valeur absolue. Mais c'est une mention passable de 11 sur 20. La meilleure valeur relative, notamment 108%,

revient plutôt à l'Agropole de production de maïs de Ouro-Dolé. Le pourcentage représente 940 tonnes de maïs. Quant à la contribution de l'Agropole de production de maïs de Sirdjam, elle est de 1.256 tonnes sur 2.000 possibles. Il est le deuxième meilleur agropole en valeur relative avec 59,2% de taux de réussite. 29 % plutôt ; c'est tout le contraire à l'Agropole de production de maïs de Karéwa. Un maximum de 480 tonnes contre des prévisions de 1.660. L'agropole a besoin de trois ponceaux pour devenir efficace. Il faut y ajouter la formation de deux tractoristes. Enfin s'impose l'urgence de la formation en techniques agricoles. Le rapport de suivi-évaluation a relevé des carences en matière de préparation du sol, d'exploitation des herbicides et d'épandage d'urée. Le fiasco provient plutôt de l'Agropole de production, de transformation et de commercialisation du maïs de Lembe-Yezoum. Aucune production n'a été enregistrée. C'est à cause du décès du promoteur, notamment l'Honorable Mvindi Obama. Une stratégie de relance des activités est en cours d'élaboration. ■

Poulets de chair : **une option crédible**

L'oiseau le plus sollicité dans les assiettes se vend soit sur pied, soit par découpe.

Le label Agropole Bomono existe. Les étiquettes enjolivent les emballages de poulets. Les citoyens s'en émeuvent désormais à tous les rendez-vous majeurs d'exhibitions agricoles. La découpe des poulets s'opère sur place à Douala.

L'Agropole bénéficie de 36 bâtiments et de 10 magasins, tous en dur. Ils ont coûté presque un demi-milliard et 100 millions de francs CFA respectivement. Une unité de compostage autonome est sur place.

Les importations frauduleuses en provenance des pays voisins n'ont pas douché l'enthousiasme des producteurs. Les Agropoles ont effectivement contribué à hauteur de 5,5 % à la réduction du déficit national en termes de poulets. L'Agropole de production et de transformation de poulets de

chair de Bomono, près de Douala, a mis 1 306 400 poulets de chair sur le marché. La production justifie un pourcentage de 54,4%. Il faut y adjoindre 760 800 poussins, soit une satisfaction des attentes de l'ordre de 58,2%.

Cependant, la campagne 2015 propose des résultats en deçà de ceux de 2014. La production était alors de 2 218 200 poulets. C'est une décote de 41%. Les accouveurs se plaignent de n'avoir pas été capables de travailler comme par le passé. En effet, une crise aviaire a secoué le pays en avril 2015. Ses effets néfastes continuent de se faire ressentir. Quand arrive le malheur, la malchance s'en mêle ; le prix des aliments a connu une hausse. Il s'agit en l'occurrence du maïs et du soja. Les prix du kg sont passés de 140 FCFA à 210 FCFA et de 350 FCFA à 420 FCFA respectivement. ■



Second Generation Agriculture Filling the Production Gap by Revolutionising Agriculture for better Yields



Agriculture remains the cornerstone (chief support) of Cameroon's economy, employing about 70% of its workforce while providing 42% of its GDP and 30% of its import revenue. It is worth noting also that agriculture which forms the core of rural livelihoods has a major influence on livelihood outcomes.

Nevertheless, there is a prevalence of subsistence agriculture which is characterised by arduous manual work, reduced cultivated surface areas, and low yields. The low yields are insufficient to meet both domestic and external demands for food. More so, there is demographic increase especially in urban areas which is almost exceeding food production.

Cameroon is therefore compelled to import large quantities of cereals (rice and maize) to fill the gap in production, feed its population and meet the demands of the industries (brewing most especially) which have agricultural produce as raw material.

Although agriculture has met significant challenges in the past, targeted increases in productivity will have to be made in the face of stringent constraints – including limited resources, less skilled labour, low yields, and a limited amount of arable land in some areas, among others in order to achieve the level of agricultural productivity necessary to meet the increasing demand

for food, fiber, and fuel in Cameroon.

As a matter of fact, food security has to be assured by an increase in production of stuff and other crops that could substitute importation. Agriculture in Cameroon is an industry that has plenty of potentials and so, modernising Cameroon's agriculture will increase the productivity of farmers, maintain sustainable food security and move the sector from subsistence to a market economy. Mechanization is an important element in the modernization of agriculture. The eradication of food insecurity and hunger in Cameroon requires the implementation of medium and large agricultural enterprises using productive and competitive practices such as mechanization, efficient irrigation, the use of improved seeds etc.

There is need to be committed in taking the nation's largely subsistence agriculture to second generation levels in order to increase crop yields for consumption and the market. The Second generation level involves a more advanced stage of technology than previous systems and is more knowledge-intensive and market-oriented. It is characterised by modern farming techniques such as: mechanisation, the use of good seed and improved varieties, irrigation, processing and marketing. The second generation production units are exploited by medium and large scale enterprises.

So therefore, in a simplified context, second generation agriculture is an industrialized agriculture based on advanced farming techniques with improved seeds, plants and breeds, agro-processing and value addition through mechanized equipment for more productivity and sustainability. Mechanization could also be defined as the art of using machineries to hasten production, accomplish task and reduce fatigue and human labor in order to produce better quality goods and services. Mechanization has many benefits. It contributes to improving productivity of cultivated land and facilitates expansion of cropping areas, improving overall food security. Mechanization also eases labour constraints including seasonal shortages, and significantly reduces the requirement for physical drudgery, leading to both improved production and lifestyles for farmers. By allowing an increase in surface area cultivated for quantitative and qualitative improvement in production and crop yields, mechanisation undeniably

ZOOM

strengthens the development of agriculture. With the coming up of technological innovations, mechanization can be increased and this will create value in agricultural production practices through the more efficient use of labour, the timeliness of operations, and more efficient input management with a focus on sustainable, high-productivity systems. In Cameroon, agriculture is a catalyst for development. The rural sector is a key component of the economy and contributes to the development of wealth and achievement of sustainable food security. As a result, new economic and poverty reduction strategies prioritize rural development and embrace the sector as a source of jobs and economic transformation.

Cameroon is currently embarking on the process of migration from the agriculture of consumption to the second generation agriculture. In a bid to meet up with this herculean task, the prime minister and head of government, Philemon YANG created on August 6, 2012, an economic regional development programme for the promotion of medium and large scale enterprises within the rural sector of Cameroon. This programme was dubbed "Agropole Programme" (Programme Agropoles).

The Agropole programme is an implementing agency of the Ministry of Economy Planning and Regional Development (MINEPAT) which has the goal of facilitating the development of Cameroon's agriculture, through an approach based on, development of production basins, resource management, human capacity and private sector driven value chains. The programme targets medium and large agricultural enterprises using productive and competitive practices such as mechanization, efficient irrigation, the use of improved seeds. More specifically, the programme seeks to offer economic operators a wide range of agricultural equipment and infrastructures adapted to various segments and stakeholders of the agricultural

value chain. The programme has already witnessed reasonable progress.

Following the "vision" of the Minister of Economy, Planning and Regional development, Louis Paul MOTAZE, the strategic vision of the Agropole programme for the next five years will be focused on both increased production of staple and cash crops, livestock products and forest products, and greater involvement of the private sector to increase agricultural exports, processing and value addition.

The role of the government is to act as a provider and a facilitator, as capacity grows and public/private sector investments deliver demand driven agricultural products. This strategy, if realized, will undoubtedly support agricultural and GDP growth, and help meet the ambitious targets of "Greater Achievements" and "emergence 2035" of the head of state, President Paul BIYA.

In conclusion, it's time to move Cameroonian agriculture from a largely subsistence sector to a more knowledge-intensive, market-oriented sector, sustaining growth and adding value to produce/products. This will go a long way to help agropastoral and forestry entrepreneurs to discover different types of equipment for primary and secondary processing, creating factors of value addition which will lead to the following:

- Affordability and availability of common food stuff for local and regional populations
- Employment for the local population and increase in rural incomes
- Export earnings for Cameroon
- Benefits for Cameroon in terms of taxes and revenues
- Benefits for other investors



« L'émergence économique et l'agriculture de deuxième génération sont indissociables dans le contexte camerounais »

Le Dr Jules René Minkoua, sociétaire du département d'économie publique à l'université de Yaoundé II, est membre du Groupe de Recherche en Economie, Environnement et Agro-alimentaire, GREEA.



fdbwdnwgjfg,ffwwgfnwng

Agropoles Cameroun

Qu'est-ce que l'agriculture de seconde génération ?

Dr Jules René Minkoua :

L'ex-ministre de l'agriculture Essimi Menye, qui avait lancé ce concept, le définissait lui-même, je le cite, comme « une agriculture mécanisée, bien loin du labeur à la houe et à la pelle pratiquée pour la subsistance » (le Messenger du 21 Mars 2013). Ce qui peut impliquer le passage, encore imprécis toutefois, vers la constitution des unités moyennes et grandes de production agricole. Mais cela reste conceptuellement vague car il faudrait d'abord

qu'on sache ce qu'est l'agriculture de première génération, les modalités de transition et ensuite la valeur ajoutée induite par celle de seconde génération, etc.

Comment la résumer à sa plus simple expression ?

À mon sens, l'agriculture de seconde génération pourrait être une composante, sinon une autre façon de parler globalement de la modernisation de l'agriculture, c'est-à-dire une agriculture qui utilise les outils et techniques de production modernes qui permettent d'accroître la productivité des agriculteurs.

N'est-ce pas un slogan ?

L'utilisation de l'expression agriculture de seconde génération au lieu de modernisation de l'agriculture pourrait s'inscrire dans une démarche de marketing politique de son promoteur. Marketing politique, parce que l'ex-ministre voulait sans doute insérer les actions de son département sous un énoncé politiquement vendeur et accrocheur, dans le sillage par exemple des slogans gouvernementaux existants : « Grandes Ambitions », « Grandes réalisations » ou « Emergence » etc. Mais il manquait, et c'est toujours le cas, un adossement à un cadre formel structuré, cohérent et lisible de politique agricole, avec un programme de court, moyen et long terme définissant les objectifs, les moyens et des liens de causalité avec les autres pans de l'économie nationale. Bref quand on aborde la question de la modernisation de l'agriculture, je préférerais ce terme en raison de sa précision, il faut absolument y associer un modèle économique global avec des implications fortes sur les plans individuels, sectoriels, national ; la manière même dont on aborde les relations avec les pays voisins de la sous-région ou avec le reste du monde est aussi interrogé.

Pourquoi le Cameroun en a-t-il besoin ?

Le Cameroun a besoin de moderniser son

L'INVITÉ : La mécanisation est une solution aux reliefs accidentés

agriculture parce qu'il n'a pas d'autre choix : il faut accroître significativement la productivité agricole afin d'assurer l'autosuffisance alimentaire dans un contexte d'explosion démographique, élever les revenus d'une population rurale majoritaire mais encore vulnérable économiquement, augmenter les recettes d'exportation et au final les ressources publiques qui permettent à l'Etat d'assurer ses missions régaliennes sans s'endetter plus qu'il n'en faut. Par ailleurs, dans un contexte de baisse des prix pétroliers, le levier agricole constitue une variable de résilience économique intéressante en maintenant les rentrées de devises.

Quelles sont ses chances à y parvenir ?

Moderniser l'agriculture est coûteux en temps et en argent. Les chances de succès dépendent de la stratégie employée par l'Etat camerounais. On peut y arriver en se fixant des étapes en fonction des priorités et à chaque fois en connexion avec l'évolution d'autres secteurs économiques. Par exemple, cela peut passer par l'organisation efficace des marchés sur l'ensemble du territoire non seulement des produits agricoles, mais aussi des facteurs de production telle que l'accès à la terre, la mobilité de la main d'œuvre, l'accès aux équipements et aux intrants modernes. Concernant la fabrication des équipements et des intrants modernes, on peut envisager la mise en place locale d'usines dont il faudra assurer la promotion des produits dans le monde agricole, etc. Il faut des mécanismes adaptés et viables d'assurance et de financement des activités agricoles ...sans oublier la promotion des activités de recherche pour concevoir et favoriser l'adaptation aux équipements et procédés innovants.

Comment relever le défi de la mécanisation agricole ?

La mécanisation agricole va dépendre crucialement du niveau de soutien que l'Etat décidera d'accorder au secteur agricole car elle ne se fera pas toute seule. Non seulement parce que les outils modernes coûtent relativement chers et que le pouvoir d'achat des producteurs ruraux est négligeable, mais en plus la mécanisation implique un processus d'apprentissage, donc il faut former les agriculteurs aux techniques de manipulation, par exemple des engins, et préalablement former les formateurs en nombre suffisant. On ne pourra pas aussi faire table rase sur la question foncière, car pour rentabiliser les investissements en équipements modernes, il faut la disponibilité de moyens et grands espaces.

Stratégiquement, je suggérerais de commencer à faire installer localement des petites usines de production du matériel agricole adapté et moins coûteux avec une efficacité moyenne qui permettent de réduire l'effort au travail tout en générant des gains de productivité un peu plus élevés pour faire décoller l'offre agricole. L'accroissement progressif des revenus agricoles incitera les producteurs à acquérir par eux-mêmes, à moyen terme, sous condition d'accès au financement bien sûr, des équipements de plus en plus performants.

Le relief accidenté ne s'érige-t-il pas contre la mécanisation ?

Non, la mécanisation constitue justement une solution non seulement face au relief peu propice, mais aussi face au climat. Elle favorise une meilleure configuration des espaces agricoles grâce aux possibilités de travail des différents engins. Pour des régions à pluviométrie faible, comme dans la partie septentrionale du Cameroun, son apport à travers la mise en place des équipements pour l'irrigation, est crucial. Vous savez, l'environnement naturel à l'état brut est rarement convenable au départ, mais l'activité humaine combinée à la technique le rend toujours plus hospitalier.

Comment résoudre le problème de transport de la production ?

Les infrastructures de transport sont indispensables au développement des marchés agricoles. Il faut de l'investissement public pour créer de plus en plus de routes praticables afin de désenclaver les bassins de production difficilement accessibles. Les pertes de production ou d'opportunités de marché dues aux conditions difficiles de transport sont considérables.

Le pays peut-il transformer sa production ici ?

La modernisation agricole va de pair avec la constitution locale d'un secteur secondaire performant qui permette, non seulement de fournir au secteur agricole les outils et équipements dont il a besoin, mais aussi de recevoir de ce secteur des matières premières à moindre coût dont il serait plus avantageux de transformer localement. La proximité ou l'accès aux bassins de production et la régularité des approvisionnements y constituent des éléments clés.

Comment s'y prendre ?

Le plus important, à mon avis, c'est le signal de départ donné par l'Etat en termes de soutien

apporté au secteur agricole en vue de sa modernisation. Ce signal, donné par le niveau et la qualité des investissements publics réalisés, s'il est jugé crédible, va permettre aux investisseurs privés d'anticiper des gains de productivité, des perspectives d'accroissement des revenus, du pouvoir d'achat et donc du profit. Bref, il faut que l'Etat stratégiquement fasse apparaître tous les ingrédients de l'économie de marché.

Le Cameroun est-il un comptoir crédible en faveur de ladite agriculture ?

Le Cameroun a tellement d'atouts qui restent insuffisamment exploités : un marché national et sous régional alimentaire en expansion du fait de la pression démographique, une force de travail majoritairement jeune, des terres arables, une hydrographie généreuse, une culture alimentaire riche et diversifiée. La seule difficulté, c'est le faible pouvoir d'achat actuel des populations. D'où l'impulsion initiale de l'Etat dans ce processus.

Quelle pourrait être l'apport de l'agriculture de seconde génération à notre balance commerciale ? L'agriculture de seconde génération favoriserait l'accroissement de la production agricole qui permettrait de réduire les importations de denrées agricoles tout en augmentant nos exportations.

Quelle co-relation peut-on établir entre agriculture de seconde génération et émergence au Cameroun ?

Une élévation du rythme de croissance agricole, du fait de la modernisation de l'outil de production, aura des effets d'entraînement directs et indirects positifs sur les secteurs industriel et des services, et donc contribuera significativement à la hausse de la croissance économique. Pour être émergent, nous avons besoin d'au minimum 7% de croissance soutenue sur une longue période.

Peut-on aboutir à l'un sans l'autre ?

La structure actuelle de l'économie camerounaise ne le permet pas. Et de manière générale, le schéma standard en économie de développement est de commencer par moderniser l'agriculture pour se développer. Presque tous les pays industriels et émergents actuels l'ont fait.

Cette agriculture ne va pas danger. Comment maîtriser les produits chimiques comme les pesticides et les engrais ?

La maîtrise passe par l'optimisation du travail des unités de recherche agricole pour identifier,

concevoir ou adapter des intrants moins agressifs sur l'environnement et la santé. Elle implique aussi l'accompagnement des agriculteurs à une bonne utilisation de ces produits chimiques à travers la disponibilité en conseils du vendeur de produits jusqu'à l'agent de vulgarisation. A l'heure actuelle des textes gouvernementaux identifient certains produits chimiques interdits de commerce au Cameroun.

Les produits ne seront-ils pas génétiquement modifiés ?

Pour accroître la production agricole, le gouvernement du Cameroun a opté pour l'heure sur l'amélioration non génétique des variétés culturales. Mais le débat sur l'adoption des OGM et les possibilités de la biotechnologie a été récemment lancé par le Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique. En 2014, la Sodécoton a exprimé sa volonté de se tourner vers les OGM afin d'accroître ses rendements.

Quel danger contre la santé des Camerounais ?

Le gros débat sur les OGM a trait à leurs impacts potentiels négatifs sur l'environnement et la santé. Mais ces impacts sont sujets à controverse alimentés par des différents lobbys pro et anti OGM. Les études sont relativement rares car coûteuses. Toutefois, le principe de précaution peut prévaloir.

Comment prévenir cela ?

La prévention implique aussi de se poser certaines questions. Par exemple, on peut se poser la question de savoir à quoi vont servir les OGM ? Est-ce pour une consommation humaine directe ? Est-ce pour l'alimentation animale ? Est-ce pour consommer un sous-produit d'une culture OGM ? On sait par exemple qu'un poulet alimenté avec du soja OGM n'est pas transgénique, ou encore du palmier à huile transgénique ne donne pas une huile de palme transgénique. Autrement dit les produits transgéniques peuvent être utilisés précautionneusement comme facteurs de production de biens alimentaires à consommation humaine directe.

S'inventer une vocation rurale

Le Programme Agropoles a sensibilisé les populations lors de la foire de vulgarisation agricole de la localité de Mboma dans la région de l'Est du 13 au 15 août 2015 au sujet des canevas de création et de financement des entreprises agricoles de moyenne et de grandes importances.

L'invité surprise s'appelle Programme Agropoles ! Une ambiance de meeting politique réveille le village Ngouné. Toute la communauté « Ayong-Yerap » a rendez-vous au foyer. Les groupes de danse se déhanchent au rythme de la frénésie des joueurs de tambours. Les prises de paroles s'enchaînent. L'une des plus attendues est celle du Programme Agropoles. La communauté villageoise se demande bien en quoi peut lui être utile une telle présence. D'après les informations relayées par la presse, notamment la radio, le Programme Agropoles concerne les entreprises de grande et de moyenne importances. Or, elle, une ordinaire communauté sans ressources financières, comment peut-elle tirer profit de cet outil gouvernemental au service de la mise en œuvre de l'agriculture de deuxième génération ?

Le Coordonnateur national du Programme Agropoles, Adrian Ngo'o Bitomo, a rassuré les populations quant à la possibilité d'avoir accès à ses appuis. Le projet commence par la légalisation des statuts de l'entreprise à créer. Ils se poursuivent, a-t-il indiqué, par la constitution d'un groupe d'individus et de personnes morales dans une filière précise en termes de promoteur et de porteurs satellites. Son conseil s'attarde, ensuite, sur la création d'un agropole de production, de transformation et de commercialisation du manioc. Le Coordonnateur national est parti d'un constat : la production de manioc est excédentaire dans la localité. Sa transformation en divers produits est donc de nature à profiter aux



populations. Toutefois, la création d'un agropole, a précisé Adrian Ngo'o Bitomo, exige un patrimoine foncier. En d'autres termes, les terres constituent la première richesse. La mise sur pied d'un agropole demande également d'être rigoureux quand à la crédibilité des emplois créés. Ils peuvent être directs ou saisonniers. Le futur promoteur a besoin de s'assurer que l'environnement sera protégé.

L'association « Ayong-Yerap » a retenu l'idée de la création d'un agropole municipal. Le Conseil du 21 août 2015, au lendemain de la foire de vulgarisation agricole, y a planché. De la célérité de la municipalité de Mboma dépendront la programmation des missions d'évaluation physique et du lancement éventuel de l'agropole en question. ■

Programme Agropoles : une administration de mission et non de gestion

Il s'agit de l'un des enseignements retenus à Kribi les 27 et 28 mai 2015 lors du déroulement de l'atelier de renforcement des capacités dudit programme suite au recrutement de nouveaux personnels.

Une vingtaine de personnels du Programme Agropoles et une quinzaine de points focaux issus des administrations sectorielles ont été édifiées sur nombre de questions jusque-là ambiguës. Le Programme Agropoles, ont appris les 35 participants, relève du régime d'une administration de mission, a précisé le Chef de la division des affaires juridiques, DAJ, du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, MINEPAT. D'après Symphorien Roger Bafakan, l'aspect administration de mission accorde au Programme d'être efficace, efficient et résolument axé vers l'atteinte des résultats. Le DAJ a demandé au personnel d'avoir toujours en tête l'obligation de rendre compte à son administration de rattachement, notamment le MINEPAT. En d'autres termes, le Programme Agropoles ne jouit pas des prérogatives d'un Établissement public administratif, EPA. Le consultant Jean Georges Tekam a abordé les questions de procédures administratives, notamment les correspondances. Elles doivent, a-t-il insisté, toujours se faire accompagner de notes, sortes de courriers explicatifs censés éclairer la prise de décision. Le consultant a rappelé les principes professionnels d'assiduité, de ponctualité, de réserve, d'intégrité et de probité. Il a fustigé les pratiques sexuelles entre collègues, la réception des cadeaux en provenance des usagers et la divulgation du secret professionnel.

Le Programme Agropoles, a expliqué le Coordonnateur national, a achevé sa phase pilote en décembre 2014. Il a déjà amorcé, a laissé



entendre Adrian Ngo'o Bitomo, sa phase extensive. Le défi est de procéder au lancement de nouveaux agropoles. Les 17 existants tiennent la promesse des fleurs. Les œufs de table s'exportent déjà jusqu'au Tchad. Le Programme a travaillé à éviter au pays une inflation de la viande de porc pendant les fêtes de fin d'année. La création des unités régionales est imminente. Le Programme compte au moins trois agropoles inscrits au Plan d'Urgence triennal.

Quant au Coordonnateur national adjoint, il s'est employé à expliquer les outils techniques du Programme. Marcous Matchioh a présenté le canevas de rédaction des projets d'agropoles, celui des cahiers de charges et, enfin, celui de la grille d'évaluation.

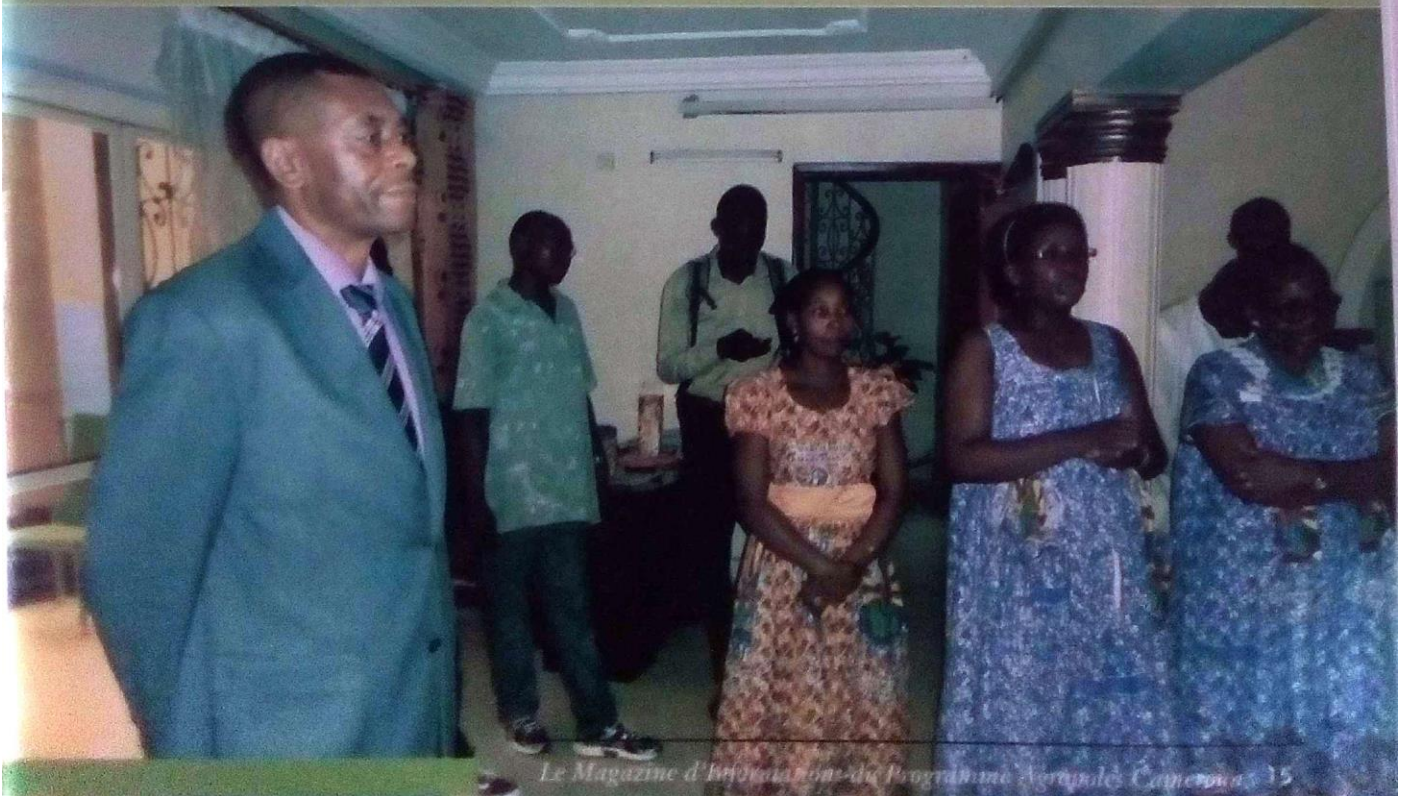
À la fin, Solange Doukem, Agent comptable, a expliqué les procédures financières. En ce moment, tout le personnel est outillé à l'effet de braver le lancement du 1er agropole de 2015 dans quelques semaines. ■

Des femmes de poigne au cœur du Programme Agropoles

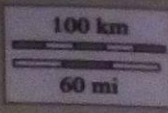
Les hommes les ont retrouvées lors de la célébration de la journée internationale de la femme le 8 mars 2016 au siège du Programme Agropoles.

L'égalité des sexes était déjà manifeste ! Elle est encore plus patente dans le domaine de l'information financière. L'appellation AC compte parmi les plus rituelles. C'est la désignation de l'Agent comptable. Nombre de collaborateurs en arrivent à oublier qu'elle a aussi un nom : Solange Doukem. Si le Coordonnateur national est l'alpha comme ordonnateur, c'est elle l'oméga en matière de finances. Elle a le cheveu coupé court pour accélérer la prise de décision. La conscience des risques encourus comme comptable publique lui donne d'accepter une collaboration heureuse. Par hasard, il est strictement féminin, son entourage. Dorval Nzeuseu lui fausse compagnie ces jours. Elle a connu les merveilles de l'enfantement. AC va se contenter d'Adrienne Ngo Oum ces trois prochains mois. Elle sait supporter le mal de la calculatrice même en fin de journée. Mais le circuit des finances ne















s'arrête pas en si bon chemin. Il se prolonge au bureau de Monique Ken-ne. C'est l'Assistante administrative et financière. Le bras droit du Coordonnateur National vient de la main gauche. Dieu l'a dotée des rondeurs qu'il faut pour tenir face à la pression des veilles de tenues des réunions au sommet ou des lancements d'agropoles. Son poste de travail ne se limite pas à des fonctions assises. Elle va aussi « au champ ». Les visites de terrain la contraignent souvent de parcourir l'arrière-Cameroun. Cette vie de voyages professionnels a affiné ses complicités avec Victorine Sob. Le cadre en question s'empresse toujours d'enfiler les bottes à destination des distances improbables. Son allure de fondeuse trahit à peine ses quatre maternités affirmées. Elle retrouve toute sa féminité au moment de servir aux relations publiques. C'est la miss des fora et foires. Marguerite Mengue, la nouvelle venue, apprend encore de son audace. « Margo » assure la grande hygiène des locaux. Elle agit encore dans un silence de reptile. Sa timidité naturelle révèle presque toujours un large sourire. ■



CARTE DES 30 AGROPOLES LANCÉS



© d-maps.com

-  riz de Galim
-  soja de Mokolo
-  Maïs de Kérawa, Sirdjan, Ouro Dole, Mbandjock, Bertoua, Lembe Yezoum
-  œufs de table de Mbouda, Baleng
-  poisson de Bankim, Sud, Fako
-  pomme de terre de l'Ouest
-  porcs de Bafoussam, Yaoundé, Kribi
-  ananas de N'lohe, Awac
-  cacao de Douala, Mbalmayo, Haut-Nyong
-  poulet de Yabassi, Douala, Bandjoun, Nkong-Ni
-  avocat du Nour
-  huile de palme d'Edéa
-  Banane plantain de Mpagne
-  Manioc de Batouri



CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

EQUATORIAL GUINEA

GABON

CONGO